BAROMETRE DES TPE

Le Baromètre de conjoncture des Très Petites Entreprises **1er trimestre 2016** - N°61

Enquête trimestrielle réalisée par l'IFOP pour FIDUCIAL

Ce baromètre rend compte de l'enquête conduite par l'IFOP pour le compte de FIDUCIAL et réalisée par téléphone du 28 janvier au 15 février 2016 auprès d'un échantillon représentatif de 1 002 dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés.

GRANDES LIGNES

2017, c'est déjà parti

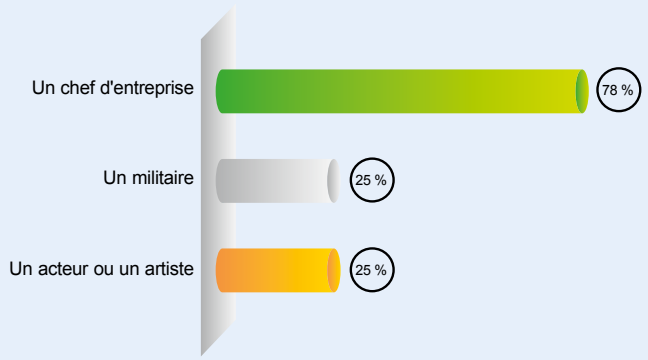
À gauche comme à droite, la campagne présidentielle est lancée. Le remaniement gouvernemental opéré par François Hollande, aussi incohérent et illisible soit-il, en est une implacable démonstration. Sinon, quelle en aurait été l'utilité ? Dans la même veine, le président de la République cherche, par sa soudaine frénésie réformatrice, plus à fixer le tempo des débats et à occuper l'espace médiatique qu'à réformer en profondeur, quitte à exaspérer sa propre famille politique. En réaction, le Parti Socialiste n'a pas tardé à défendre l'idée d'une primaire à gauche, rejoint en cela par les écologistes ; une idée qui séduit aussi 57 % des patrons de TPE.

Chez Les Républicains, on se prépare pour la primaire dans la confraternité… haineuse, sur fond de joutes judiciaires. Contrairement au rajeunissement politique que les chefs d'entreprise espèrent à gauche, c'est-à-dire voir émerger Emmanuel Macron, ils adoptent une attitude plus conservatrice pour le choix du candidat de droite. Ils délaissent les nouvelles têtes comme Bruno Le Maire (9 % d'opinions favorables) ou Nathalie Kosciusko-Morizet (5 %) pour se prononcer en faveur de la vieille garde, Alain Juppé (40 %) devançant Nicolas Sarkozy (35 %).

Du côté du Front National, on s'active à faire fructifier l'électorat conquis lors des derniers scrutins. Bien que Marine Le Pen n'atteigne pas encore le niveau d'intentions de vote déclarées par l'ensemble des Français, son aura progresse auprès des patrons de TPE. Pour en rassurer un plus grand nombre, elle s'apprête même à infléchir les idéaux et les dogmes frontistes, tombant encore un peu plus, comme les autres partis, dans le clientélisme. On ne vend plus ce que l'on pense être bien pour le pays, on vend ce que les électeurs veulent acheter. L'important n'est-il pas le pouvoir ?

En fait, les Français vont revivre un remake de 2012, avec les mêmes acteurs, les mêmes postures, les mêmes discours incompréhensibles, les mêmes évitements et probablement les mêmes remèdes, avec pour conséquences le désenchantement et la perte de repères. Avant de nous contraindre à rallier des solutions toutes faites, ne devrions-nous pas pouvoir débattre du cadre de vie et de la société que nous voulons, des obstacles qui se dressent devant nous, des moyens dont nous disposons, de leur réallocation en fonction des priorités que nous nous fixerions ?

Prêts à élire à la présidence de la République…



Base : 501 TPE

C'est pourquoi les patrons de TPE sont parfaitement légitimes pour faire entendre leur voix, leurs aspirations. Il leur faut saisir cette occasion électorale pour partager leur vision de la France, de la société, de l'économie, de l'entreprise. Ils ne doivent pas oublier qu'ils sont plus de 3 millions, qu'ils vivent au cœur d'un écosystème (eux, leur famille et leurs salariés) qui représente plus de 10 millions d'électeurs. Cela devrait compter au soir du 7 mai 2017.

Les principales caractéristiques des TPE françaises (0 à 19 salariés)

Poids économique : 27 % de la richesse produite par toutes les entreprises françaises
Nombre : 2 500 000 (hors agriculteurs et hors auto-entrepreneurs) - 62 % sans effectif salarié,
- 20 % de 1 à 2 salariés,
- 15 % de 3 à 9 salariés

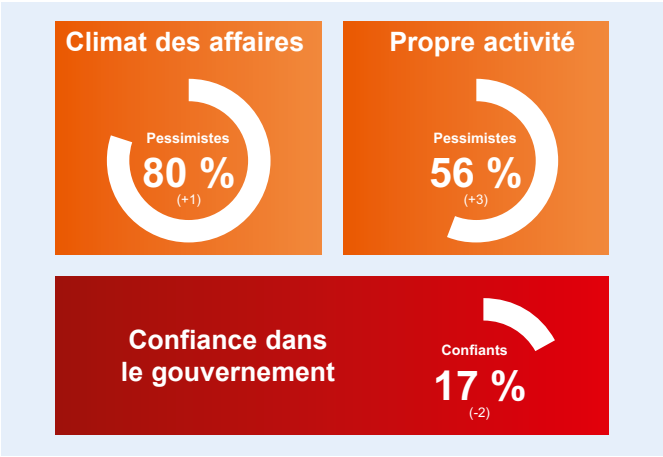
Emplois : 6 800 000 (dont 4 400 000 salariés), soit 38 % des emplois du secteur concurrentiel

L'année 2015 dans la souffrance, l'année 2016 sans

En juillet 2015, tous les indicateurs de conjoncture s'étaient redressés. En octobre dernier, seuls les indicateurs financiers confirmaient leur redressement. En ce début d'année 2016, tous replongent.

Moral en berne

Les patrons de TPE se montrent massivement pessimistes à l'évocation du climat général des affaires en France. Ce n'est certes pas une nouveauté, mais les rangs des optimistes se sont dégarnis de 9 points en six mois. La tendance est identique en ce qui concerne leur propre activité, même si l'inquiétude et le scepticisme semblent moins vifs.



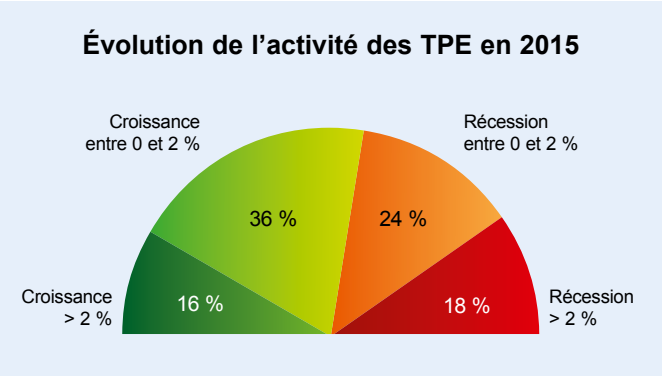
Base : 1 002 TPE

La confiance dans les mesures économiques du gouvernement Valls continue de s'éroder, avec 17 % d'opinions favorables. Le dernier plan pour l'emploi du Président Hollande ne convainc pas non plus. Cette défiance à l'égard de l'exécutif dépasse aussi le cadre économique. Les patrons de TPE jugent avec sévérité sa gestion des attentats survenus en 2015 (en lui attribuant une note moyenne de 5,5 sur 10), ainsi que sa politique de protection et de sécurité des Français (5,2) ; une perception plombée inéluctablement par l'interminable débat sur la déchéance de nationalité.

Activité stable en 2015

Au quatrième trimestre 2015, l'indicateur de situation financière (pourcentage des entreprises ayant constaté une amélioration de leur situation financière, comparé au pourcentage de celles ayant enregistré une dégradation) rechute à - 21. Presque un tiers des dirigeants estiment leur situation préoccupante. Quant à la trésorerie, 22 % sont dans le rouge et 48 % à l'équilibre. En ce début d'année 2016, les entreprises de l'hôtellerie restauration, ainsi que celles, tous secteurs confondus, réalisant un chiffre d'affaires inférieur à 100 000 euros, apparaissent les plus fragilisées.

Les patrons de TPE n'ont jamais été aussi peu nombreux depuis les événements financiers de 2008 à considérer que les conditions d'accès au crédit bancaire s'étaient durcies, bien que la très grande majorité n'ait perçu aucun changement. Est-ce que les TPE se sont habituées à des exigences plus fortes ? Sollicitent-elles moins leurs banques, comme le confirment indirectement les statistiques publiées par la Banque de France au sujet des facilités de trésorerie ? En tout état de cause, les demandes de financement d'investissements sont de nouveau en recul (ce qui ne constitue pas un bon signe) et les banques affichent toujours les mêmes réticences à les honorer.



Base : 501 TPE

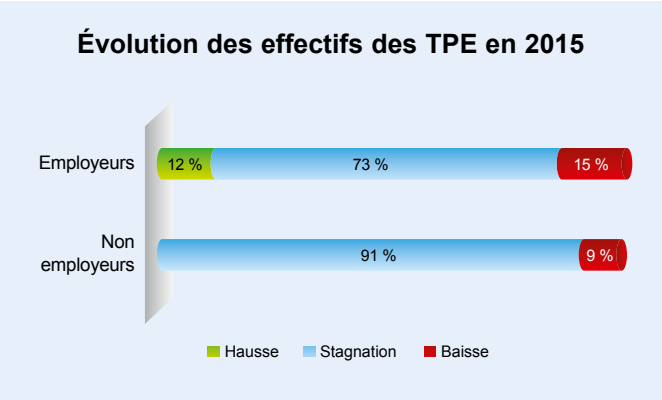
Pas de données : 4 %
NSP : 2 %

Plus de la moitié des TPE déclarent une activité en croissance en 2015, pour l'essentiel inférieure à 2 %. Mais contrairement aux années passées, ces évolutions positives ne seront pas englouties par l'inflation, nulle en France l'an dernier. En ce qui concerne l'année 2016, l'absence de visibilité sur leurs perspectives empêche une TPE sur deux de se prononcer. Les autres calquent schématiquement leurs prévisions de croissance sur les réalisations 2015.

Des emplois détruits en 2015

Le dernier trimestre 2015 a été catastrophique sur le plan de l'emploi dans les TPE. La création d'emplois (nette de suppressions et de remplacements de postes) s'établit à -3,5, soit le deuxième score le plus mauvais depuis quinze ans derrière celui du 4e trimestre 2012. Elle chute même à -7 dans l'industrie et l'hôtellerie restauration, alors qu'elle est positive (+6) dans les entreprises de plus de 5 salariés.

L'embauche se situe pourtant dans la moyenne des quatrièmes trimestres, mais elle concerne plus des remplacements de postes que des créations pures. Au cours de la même période, les suppressions de postes sont demeurées élevées, 9 % des entreprises ayant supprimé en moyenne 1,3 poste.



Base : 1 002 TPE

En synthèse, sur l'année 2015, les TPE ont détruit des emplois. Les effectifs des entreprises employant du personnel au 31 décembre sont à l'équilibre, les créations compensant les suppressions. Mais cette situation est notoirement insuffisante pour couvrir les suppressions d'emplois des entreprises devenues en 2015 sans salarié (9 %), et on l'oublie trop souvent, des entreprises qui ont disparu (dépôt de bilan, cessation volontaire ou involontaire de l'activité).

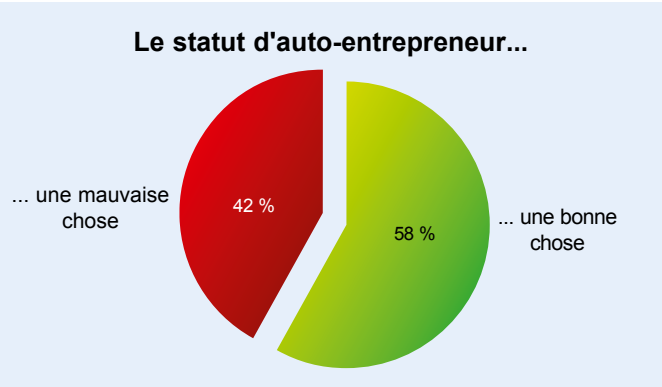
Un intérêt certain pour la formation en alternance

Pour une très large majorité de patrons de TPE, le développement des formations en alternance est efficace pour favoriser l'accès des jeunes à leur premier emploi. Si les deux tiers distinguent les différences entre le contrat d'apprentissage et le contrat de professionnalisation, une bonne moitié regrette que ces contrats ne soient pas bien adaptés aux besoins des entreprises comme la leur.

Pour l'embauche d'un jeune en alternance, les qualités du candidat et ses compétences à acquérir lors de la formation sont unanimement prises en compte. Les employeurs apprécient également les modalités de présence dans l'entreprise et dans une moindre mesure la renommée de l'établissement de formation. Les perspectives d'embauche à l'issue du contrat et les aides attachées au contrat constituent également des facteurs de décision importants, nettement plus que l'âge du candidat.

Partagés sur l'auto-entrepreneur

Alors que près d'un patron de TPE sur deux a observé une augmentation du travail au noir dans son environnement au cours des deux dernières années, le statut d'auto-entrepreneur fait toujours débat parmi les chefs d'entreprise. Toutefois, les positions sont nettement plus contrastées que les moyennes globales des sondages ne le laissent à penser.

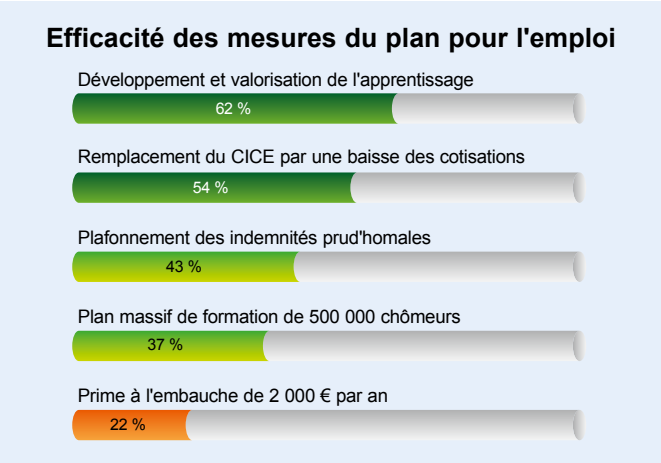


Base : 1 002 TPE

L'hostilité est fermement marquée dans le bâtiment (73 % négatifs) et dans l'artisanat (64 %). Au contraire, le statut est accueilli avec une plus grande bienveillance dans les services (68 % positifs) et en région parisienne (71 %). Les opposants à l'auto-entreprenariat fondent leur opinion quasi-unanime sur la création d'une concurrence déloyale et l'émergence d'un salariat déguisé. Ces opposants sont toutefois rejoints par d'autres patrons plus favorables au statut d'auto-entrepreneur pour rejeter la proposition du ministre Macron d'alléger le système de qualification obligatoire des artisans, qui permettrait ainsi à davantage de professionnels d'exercer sans forcément détenir un brevet professionnel.

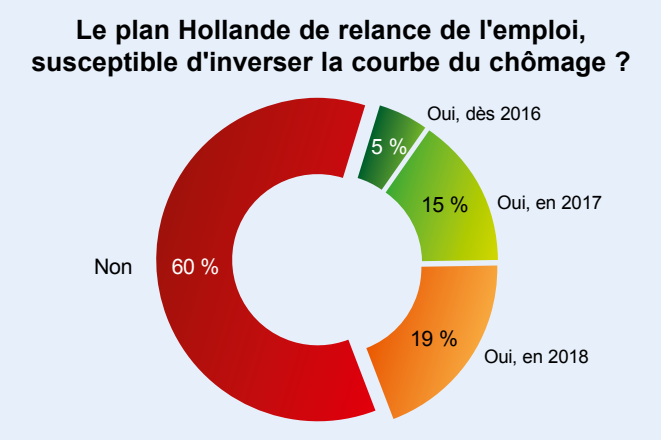
Inverser la courbe du chômage, ce n'est pas gagné !

Le président Hollande a annoncé en ce début d'année 2016 un nouveau plan de relance de l'emploi, dont les mesures ne réussissent pas à convaincre les patrons de TPE. Seuls le développement et la valorisation de l'apprentissage, avec un statut et une rémunération davantage liés aux compétences qu'à l'âge, trouvent grâce aux yeux d'une majorité d'entrepreneurs. Toutes les autres mesures n'emportent pas l'adhésion.



Base : 1 002 TPE

Même la prime à l'embauche de 2 000 euros par an pour les salaires inférieurs à 1,3 SMIC (soit 1 900 euros par mois) n'est jugée efficace que par 22 % des chefs d'entreprise. Alors que cette prime rend nulles les charges sociales sur un salaire au SMIC et qu'elle les réduit à 20 % pour un salaire à 1 900 euros, elle aurait une influence marginale sur la décision d'embauche (8 % une influence déterminante ou importante, 21 % une influence secondaire, 71 % aucune influence).



Base : 1 002 TPE NSP : 1 %

Les estimations d'embauches pour 2016 sont malgré tout légèrement plus optimistes qu'en janvier 2015. En ce qui concerne les employeurs, les augmentations d'effectifs devraient couvrir les réductions. Quant aux non-employeurs, 6 % envisagent de franchir le pas et d'embaucher leur premier salarié. Ces prévisions sont bien faibles au regard du réservoir d'emplois. Plus d'une TPE sur deux serait disposée à créer un poste si elle en avait les moyens.

Mutuelle santé dans les TPE

94 % ont mis en place une couverture complémentaire santé au bénéfice de leurs salariés au 1er janvier 2016

Base : 806 TPE employeurs NSP : 1 %

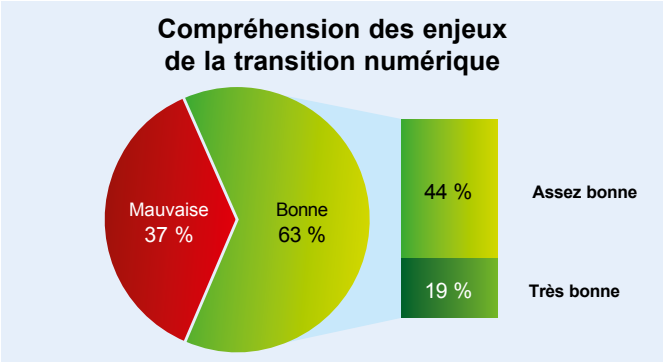
La transition numérique vue par les TPE

Nous vivons en ce moment la plus grande révolution de l'histoire économique, en ce sens que les nouveaux usages numériques (technologies informatiques, mobilité numérique, big data, cloud…) brisent tous les paradigmes avec une rapidité insensée. Ces nouveaux usages irradient tous les secteurs économiques, tous les pays, mais aussi tous les domaines de la vie quotidienne. Même les plus puissantes entreprises sont bousculées, fragilisées. Des firmes telles que Kodak ont disparu, faute d'avoir osé repenser leur modèle économique rentable.

La révolution numérique déconstruit deux siècles de logique industrielle. Elle ne se limite pas à l'émergence des Uber, Facebook, Airbnb et autres géants de la nouvelle économie mondiale. Elle est fondée sur des ruptures, des disruptions qui bouleversent le fonctionnement de l'entreprise sur tous les plans (canaux de vente, prix, communication, clients, production, relation au travail…), mais aussi les habitudes comportementales des clients. Les usages numériques s'affranchissent des territoires, du temps et des positions acquises. Ils adoptent des formes multiples. Ils ouvrent aux jeunes générations des espaces de conquêtes que leurs parents ne peuvent imaginer. Ils obligent tout entrepreneur à une remise en cause pour améliorer sa compétitivité et pérenniser son activité. Pas simple pour ceux qui sont nés avant leur avènement.

Une perception plutôt positive

Une majorité significative de patrons de TPE déclare comprendre les enjeux de la transition numérique, mais seulement 19 % les comprennent très bien. Si l'on veut voir la bouteille à moitié pleine, ce résultat satisfera. Si l'on veut la voir à moitié vide, il inquiètera. Une appréhension mauvaise ou incomplète de ces enjeux pourrait se révéler un frein à la décision et à l'action.

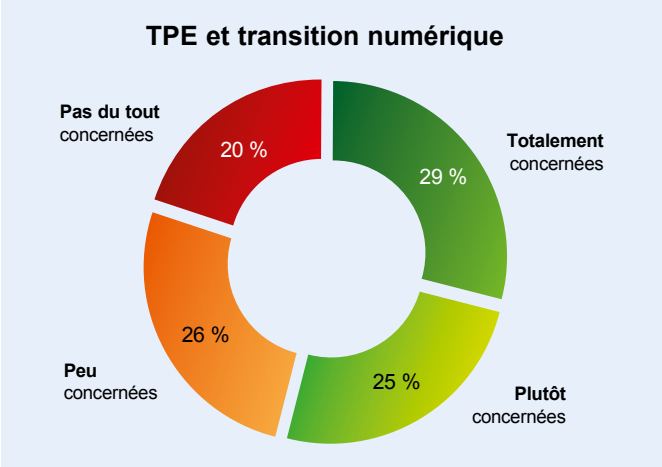


Base : 1 002 TPE

Alors que pour les deux tiers des chefs d'entreprise la transition numérique représente autant de menaces que d'opportunités, ils en ont pourtant une perception plutôt positive, que ce soit pour l'économie mondiale ou française et la pérennité de l'emploi. Malgré tout un tiers n'en attend rien de bon pour leur entreprise.

Des patrons de TPE moyennement concernés

Respectivement 55 % et 54 % des patrons de TPE se proclament intéressés et concernés par la transition numérique. Ce score plutôt faible n'est pas illogique. Peu de patrons de TPE auraient déjà été impactés. Au sein de leur secteur, 50 % auraient enregistré une augmentation de la concurrence par les prix, 49 % un accroissement de l'innovation et 42 % l'arrivée de nouveaux concurrents.



Base : 1 002 TPE

Afin d'adapter leur propre activité aux enjeux de la transition numérique, plus de six patrons de TPE sur dix envisagent au cours des trois prochaines années des investissements dans leurs équipements et outils de travail (23 % très importants), dans leurs produits ou leurs services (18 % très importants) et dans la formation et le recrutement de leurs salariés (20 % très importants).

La question n'est pas de savoir s'il faut ou non s'engager dans la transition numérique, car elle s'impose chaque jour un peu plus à chacun. Les questions seraient plutôt quoi, quand et comment.

FIDUCIAL

Retrouvez les résultats complets du Baromètre des TPE / FIDUCIAL-IFOP sur le site www.fiducial.fr
Pour nous contacter : contact.barometre@fiducial.fr

Siège social : 41, rue du Capitaine Guynemer - 92925 LA DÉFENSE CEDEX - Tél. 01 47 78 13 36 - www.fiducial.fr

FIDUCIAL - Direction de la Communication - Imprimé par Veoprint - 02/2016

FIDUCIAL est une firme française de dimension mondiale à travers ses filiales européennes ou américaines et son réseau FIDUCIAL International. Elle emploie 11 000 personnes en Europe, au service de ses 270 000 clients.

Forte d'une expertise construite autour de ses neuf métiers, **le droit, le chiffre, la banque et le conseil financier, l'informatique et la technologie, la sécurité, l'immobilier et le monde du bureau**, FIDUCIAL propose un service global aux très petites entreprises (artisans, commerçants, agriculteurs, professions libérales et prestataires de services).